

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 29 janvier 2025

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 25-43

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIAE Dienville

44 Avenue Paul Girard
10500 DIENVILLE

Code AIOT : 0005701978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2024 dans l'établissement SCIAE implanté 44 Avenue Paul Girard 10500 DIENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIAE
- 44 Avenue Paul Girard 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0005701978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCIAE est spécialisée dans la production et la fabrication de meubles à monter soi-même.

La société s'appuie notamment sur sa capacité interne de développer des gammes dans de multiples finitions avec une spécialité les produits laqués HIGH GLOSS et de créer ainsi une offre importante et toujours renouvelée de meubles s'adaptant à l'évolution des goûts des consommateurs.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyen d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.7.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Risque Incendie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/01/2015, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 an

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 1.2.1	Sans objet
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 9.2.1.2	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 3.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des actions de suivi de son site et n'a pas transmis à l'inspection des installations classées l'ensemble des documents associés, dont la liste est énoncée dans le chapitre 2.8 « récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection » de l'arrêté préfectoral n° 10-2120 du 7 juillet 2010.

L'exploitant n'a pas réalisé la mise en œuvre d'exutoire dans le bâtiment 29b. En parallèle, l'exploitant n'a pas transmis le rapport d'exercice incendie, et la justification de la disponibilité effective en eau pour l'extinction d'incendie.

Aussi, il est proposé à monsieur le préfet de l'Aube, un projet d'arrêté de mise en demeure pour demander la mise en œuvre d'exutoire dans un délai de 1 an. De plus, dans un délai de 1 mois, l'exploitant devra justifier de la disponibilité en eau et réaliser un exercice incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Mesure périodique du Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectué tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. [...].
Constats : Les dernières études acoustiques datent du 17 février 2021. L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les mesures acoustiques en 2024 . L'inspection des installations classées n'a pas reçu de plaintes liées aux émissions sonores pour cette installation. Compte tenu de l'absence de plaintes et de l'enjeu, il est simplement rappelé à l'exploitant de réaliser et de transmettre les résultats de mesures acoustiques dans les plus brefs délais. Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyen d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau et un volume égal à 540 m³ pendant 2 heures soit 1080 m³ . [...]. <p>Les poteaux incendie implantés à proximité de l'établissement doivent fournir un débit unitaire de 60 m³ par heure sous une pression de 1 bar.</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteur répartis à l'intérieur des bâtiments, [...]• de RIA dans l'ensemble des bâtiments de façon à ce que tout point d'un bâtiment puisse être atteint simultanément par deux jets de lance,• d'une détection incendie dans l'ensemble des bâtiments,• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur,.</p> <p>L'inspection des installation classées a constaté la présence</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un bassin extérieur mais dont le volume ne peut être estimé et dépendant des conditions météorologique (pluie, évaporation) ;• d'extincteurs• d'un RIA sans être en mesure de vérifier qu'il permette que tout point d'un bâtiment soit simultanément couvert par deux jets de lance,• d'une détection incendie sur le bâtiment principal, <p>L'exploitant ne connaît pas le débit unitaire des poteaux incendie implantés à proximité de l'établissement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas réalisé l'exercice incendie, dont le rapport doit être communiqué à l'inspection des installations classées tel qu'énoncé dans le chapitre 2.8 de l'arrêté préfectoral n° 10-2120 du 7 juillet 2010. Cet exercice à réaliser dans les plus brefs délais permet de vérifier notamment les besoins et la disponibilité en eu mentionné à l'article 7.7.3 de l'APA et la bonne protection des milieux récepteurs énoncée au 7.7.5 de l'APA.</p> <p>En conclusion, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de justifier dans un délai de 1 mois aux services de la préfecture de l'Aube, la disponibilité effective des débits d'eau et de réaliser un exercice incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Risque Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en conformité du désenfumage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter l'échéancier de mise en conformité suivant : <ul style="list-style-type: none">• Bâtiment 25 le 31/08/2015• Bâtiment 24 le 31/08/2016• Cellule 1 du bâtiment 29 bis le 31/08/2017• Cellule 2 du bâtiment 29 bis le 31/08/2017 [...] Les éléments justifiant la réalisation des travaux de mise en conformité du désenfumage seront transmis à chaque échéance du tableau de l'article 4 du présent arrêté. [...]
Constats : Le bâtiment 29bis n'a pas d'exutoires de fumées, dont l'échéance de mise en œuvre était fixée le 31 août 2017. Depuis la visite d'inspection du 3 février 2021, l'exploitant n'a pas transmis d'étude technico-économique démontrant la maîtrise des risques d'incendie sur le site, avec un échéancier de mise en conformité. Faute pour l'exploitant de transmettre ce dossier, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions dans un délai de 1 an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 an

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 9.2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rejet de la chaudière biomasse
Prescription contrôlée : L'exploitant doit effectuer au moins annuellement, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. [...]
Constats : L'exploitant a réalisé et transmis le rapport de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse. Le programme de mesures porte sur les paramètres T°, vitesse, débit, humidité, CO2, O2, Poussières, SO2, NOx, CO, COVT, CH4 et COVnm. Le rapport n'appelle pas de remarque
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, schéma de maîtrise des COV
Prescription contrôlée : Dès lors que la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré ne plus se servir de solvants depuis 2018. L'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de tel solvant. Vu la diminution de l'activité du site et l'orientation vers des produits (peintures, vernis) sans solvant, l'exploitant pourra demander au préfet, par un porter-à-connaissance, les modifications nécessaires des prescriptions qui y sont relatives.
Type de suites proposées : Sans suite